

The press review

16 Juillet -15 Septembre 2016

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

Luxemburger Wort

Le parquet fait appel

Rebondissement dans le procès Luxleaks



Le journaliste Edouard Perrin à son arrivée au tribunal le 26 avril. *REUTERS*
Publié le mardi 2 août 2016 à 09:39

Rebondissement en plein cœur de l'été. Edouard Perrin a annoncé lundi soir sur son compte Twitter que le Parquet de Luxembourg a fait appel des décisions dans le cadre du procès LuxLeaks, information confirmée un peu plus tard par son avocat Olivier Chappuis.

"J'en ai informé mon client. A ce stade, nous n'avons pas de commentaire particulier à ajouter. L'appel n'est pas audienté mais cela viendra probablement à la rentrée judiciaire. En fin d'année ou en début d'année prochaine".

L'avocat d'Antoine Deltour, Philippe Penning, a lui aussi confirmé l'information.
L'appel concerne Perrin, Deltour et Halet.
Les protagonistes ont été prévenus par courrier.

Le 29 juin dernier, pour avoir soustrait des milliers de documents à son employeur afin de les communiquer ensuite au journaliste Edouard Perrin, Antoine Deltour a écopé de 12 mois de prison avec sursis.

Poursuivi pour les mêmes chefs d'accusation, Raphael Halet se voit condamné à 9 mois d'emprisonnement avec sursis. Le juge a considéré que le moindre volume de documents communiqués par l'intéressé au journaliste français, une vingtaine, atténuait la gravité des faits. Le journaliste de 45 ans a lui été acquitté. Il était notamment poursuivi pour violation du secret des affaires.

INTERNATIONAL NEWS



JUSTICE BRITANNIQUE

08 août 2016 08:18; Act: 08.08.2016 08:25

Airbus visé par une enquête pour corruption

La Grande-Bretagne a ouvert une enquête criminelle à l'encontre de l'avionneur, concernant des soupçons de corruption.



Airbus a indiqué qu'il coopérait avec les autorités britanniques. (photo: AFP)

«Les allégations portent sur des irrégularités concernant des consultants tiers», a indiqué l'organe britannique chargé de la lutte contre la corruption, appelé Serious Fraud Office (SFO), dans un communiqué. Airbus a confirmé de son côté. Le SFO «a ouvert une enquête sur des soupçons de fraude, pots-de-vin et corruption dans l'activité de l'aviation civile d'Airbus». Airbus a fait état des mêmes soupçons du SFO sur des «irrégularités concernant des consultants tiers», sans donner plus de précisions.

Le groupe européen a souligné qu'il entendait «coopérer avec le SFO». Un porte-parole du SFO a déclaré qu'aucune autre information ne serait rendue publique avant l'aboutissement de l'enquête. Cette annonce intervient quatre mois après que l'agence britannique de crédit à l'exportation a suspendu les crédits à l'exportation accordés à Airbus. La France et l'Allemagne ont ensuite fait de même.

Airbus est la plus importante compagnie aéronautique commerciale au Royaume-Uni et son bénéfice net s'est envolé de 15% au premier semestre. Son résultat net semestriel a atteint 1,76 milliard d'euros. La compagnie a dû passer une lourde charge d'un peu plus d'un milliard d'euros à la suite des différents retards et problèmes techniques de l'avion de transport militaire A400M. Une somme supplémentaire de 385 millions d'euros a également été provisionnée pour le dernier-né de ses avions de ligne, l'A350, confronté aux difficultés de ses sous-traitants. Ces charges sont cependant couvertes par quelque 1,9 milliard d'euros de plus-values réalisées à l'occasion de la création d'Airbus Safran Launchers et de la vente des actions détenues dans Dassault Aviation.



UKRAINE

10 août 2016 16:15; Act: 11.08.2016 13:30 [Print](#)

Le juge pris en flagrant délit de corruption

Le procureur chargé de la lutte anticorruption en Ukraine a indiqué qu'un juge de la capitale avait été surpris en train d'accepter 150 000 dollars. Il n'a pas été arrêté.



Un juge ukrainien a été surpris en train d'accepter un pot-de-vin de 150 000 dollars, mais n'a pas pu être arrêté en raison de son immunité, a indiqué mercredi le procureur en charge du département anticorruption, critiquant le système actuel de lutte contre ce mal endémique en Ukraine.

Mardi, «les détectives du bureau national anticorruption (...) ont surpris le juge du quartier Dniprovski de la ville de Kiev, Mykola Tchaous, alors qu'il prenait un pot-de-vin de 150 000 dollars» (environ 134 000 euros), a écrit le procureur Nazar Kholodnitski sur sa page Facebook.

Il a également publié une photographie montrant un pot en verre, saisi durant l'opération et contenant des liasses de billets. Selon lui, ce genre de crime est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 12 ans de prison.

Immunité

Mais il a ajouté que Mykola Tchaous n'avait pas pu être interpellé, car il dispose d'une immunité en tant que juge et que seule une décision du Parlement, la Rada, pourrait permettre son arrestation. Or, «étant donné que la Rada est actuellement en vacances, elle n'est pas en mesure d'examiner rapidement la possibilité de donner son consentement à son arrestation», a écrit M. Kholodnitski.

«Nous observons que le principal obstacle pour traduire les corrompus en justice est un vieux système juridique, qui ne peut s'empêcher de soutenir la caste des intouchables», a-t-il conclu. La corruption est un véritable fléau en Ukraine.

Depuis plusieurs mois, le Fonds monétaire international (FMI) a suspendu son aide en raison, entre autres, des manques de progrès de la lutte anticorruption dans le pays. Les autorités prooccidentales affirment pourtant vouloir faire de la lutte contre ce mal endémique une priorité. En juillet, le Parquet de Kiev a annoncé l'arrestation du vice-ministre ukrainien de la Santé, Roman Vasylychine, soupçonné d'avoir établi un système de corruption et d'extorsion de fonds auprès de médecins.

ENQUETE

A Brazzaville, rétribuer le fils Sassou-Nguesso pour obtenir du père des permis miniers

Par Emmanuel Freudenthal (Nairobi)

LE MONDE Le 25.08.2016 à 08h55



Ce 19 juillet 2006, dans une jolie villa de Brazzaville, Denis-Christel Sassou-Nguesso, le fils cadet du président du Congo, fait preuve d'un certain appétit. Il déjeune avec les représentants d'une société minière australienne, Sundance Resources, qui lui présentent le projet Mbalam-Nabeba : une mine de fer dans les collines boisées de l'ouest du Congo, chevauchant la frontière avec le Cameroun.

Les études sont faites, les investisseurs sont prêts. Il ne manque plus que les permis miniers, d'exploration d'abord, d'exploitation ensuite, pour lesquels le feu vert doit venir du président Denis Sassou-Nguesso lui-même. Cette signature du chef de l'Etat, qui cumule plus de trente-deux ans à la tête du pays, est la clé du coffre renfermant les ressources naturelles du Congo. Et le fils du président semble bien décidé à la monnayer.

Une bonne affaire

Comme d'autres membres de sa famille visés par la procédure dite des « biens mal acquis » à Paris, Denis-Christel est connu pour son train de vie ostentatoire et ses goûts de luxe, avec ses voitures de sport Porsche Cayenne ou Bentley coupé, ainsi que des visites fréquentes chez Christian Dior, Christian Lacroix ou Louis Vuitton

dans les beaux quartiers de Paris. Et cela alors que, dans son pays, la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale, malgré les richesses naturelles – pétrole, minerais et bois notamment.

A table avec ses convives, Denis-Christel réfléchit. Il se sait en position de force car deux entreprises étrangères sont déjà en compétition, qui ont obtenu des permis non exclusifs de prospecter dans la zone convoitée par Sundance. Sans louvoyer, il demande un intéressement dans le projet qui lui est présenté, plus important qu'initialement prévu.

Après ce séjour à Brazzaville des représentants de Sundance, dont deux sont camerounais, un fax interne de l'entreprise australienne suggère la création d'une société au Congo dont 30 % du capital serait entre les mains d'« *actionnaires locaux, c'est-à-dire Denis [-Christel] et Rodrigue Nguesso* », ce dernier étant le neveu du président. Le signataire du fax, un certain David Porter, semble suggérer que la répartition 70 %-30 % est une bonne affaire : « *Ces personnes (...) qui ont un lien de parenté avec le président, ont fait des deals 50-50 avec des compagnies pétrolières étrangères* », écrit-il.

En novembre 2006, c'est fait : la société Congo Iron est créée et s'empresse de demander des permis miniers exclusifs près de Nabeba.

Joint au téléphone par le *Monde Afrique*, Denis-Christel Sassou-Nguesso affirme qu'il n'a rien à voir avec Sundance. « *Je ne sais pas qui ils sont* », a-t-il répondu à propos des représentants de l'entreprise australienne. « *Mais eux, ils vous ont dit qu'ils me connaissent ?* » Oui. « *Je ne pense pas qu'ils vous ont dit qu'ils me connaissent.* » Le fils du président congolais, surnommé « Kiki le pétrolier » dans son pays, a refusé de répondre à d'autres questions et a raccroché sec en concluant : « *C'est plutôt à eux qu'il faut vous adresser.* »

« Kiki le pétrolier »

La surprise de « Kiki » de voir son nom apparaître dans le projet minier Mbalam-Nabeba est sans doute liée à la façon pour le moins insolite dont cette affaire est en train d'être rendue publique.

David Porter, 67 ans aujourd'hui, géologue de formation, est un vieux routier australien de l'univers minier, dans son pays et en Afrique. C'est lui qui a initié le projet Mbalam-Nabeba en 2005 et a coordonné ensuite les négociations avec les Sassou-Nguesso.

Or c'est Porter lui-même qui a révélé, sans le vouloir, les tractations compromettantes de la compagnie. En conflit avec son ancien employeur, qui refuse de lui payer certains de ses honoraires, il a assigné Sundance en justice dans deux procès en 2007 et 2013. Pour justifier de tout le travail qu'il a accompli, il dépose au

tribunal de Perth des piles de documents confidentiels, fax et courriels, sans se douter que leur contenu allait créer un scandale.

Ces documents, que le *Monde Afrique* a pu consulter, sont explicites. Dans son témoignage écrit, Porter raconte comment, lors d'une visite au Cameroun en juin 2006, il propose au président du comité de direction de Sundance, John Corr, d'envoyer à Brazzaville l'une de ses connaissances, Olivier Fabrice Sil, juriste, employé de la Standard Chartered Bank, « *qui a été à l'université avec le fils du président du Congo* ». Fabrice Sil a obtenu une maîtrise en droit des affaires à l'Université de Versailles Saint-Quentin et a ensuite travaillé dans plusieurs banques. Porter détaille son plan : « *Les partenaires locaux potentiels seraient le fils du président et d'autres membres de sa famille ou des associés proches et ils s'attendraient à une part de 30 % du capital.* »

« En leur nom »

Dans la plupart des affaires de corruption, les plus hauts dirigeants des entreprises concernées parviennent à convaincre les enquêteurs qu'ils ignoraient les commissions et pots-de-vin décidés aux échelons inférieurs. Pas cette fois. Les documents déposés au tribunal de Perth montrent que plusieurs membres du conseil d'administration de Sundance de l'époque étaient au courant de la participation des Sassou-Nguesso dans le projet, y compris Alec Pismiris et John Corr, qui n'ont pu être joints par le *Monde Afrique*.

Lors d'une réunion, le 1^{er} décembre 2006, le conseil d'administration de Sundance décide de racheter une partie des actions de la « *partie congolaise* » dans Congo Iron pour réduire sa participation à 10 %. Un mois plus tard, Fabrice Sil annonce à quelques collègues de Sundance, dont le PDG, que Rodrigue et Denis-Christel Sassou-Nguesso sont enfin prêts à vendre les parts qu'il « *détient en leur nom* » dans Congo Iron.

Une copie de ce courriel a été déposée au tribunal par Porter lui-même. Pourtant, contacté par téléphone, il dit ne pas connaître l'identité des actionnaires congolais de Congo Iron, tandis que Fabrice Sil nie catégoriquement que la famille du président Sassou-Nguesso était impliquée.



A Perth, le matin du 8 mars 2007, dans son gratte-ciel de verre face à l'océan Indien, le conseil d'administration de Sundance décide que « *la partie congolaise* » recevra 15 millions d'actions de Sundance en échange des 20 % de Congo Iron que les Sassou-Nguesso ont accepté de vendre, mais avec pour condition « *la délivrance de permis exclusifs de recherche* ».

En juillet 2007, les permis de recherche tant convoités sont signés par le président Denis Sassou-Nguesso.

Défaut de paiement

Un an après, le 10 octobre 2008, Sundance annonce officiellement à la Bourse australienne qu'elle va augmenter sa participation dans Congo Iron à 85 % et, pour cela, qu'elle attribuera, en trois tranches, 33 millions d'actions de Sundance à une société écran enregistrée au Congo, Congo Mining Investments SA (ComInvest), « représentée » par Fabrice Sil, mais sans spécifier qui en sont les actionnaires. Cette transaction aura une valeur totale de 9,6 millions d'euros.

En 2012, deux mois après le versement de la dernière tranche d'actions, le président Sassou-Nguesso signe un permis d'exploitation qui donne un droit exclusif à Sundance d'extraire le fer des collines de Nabeba.

Le conseil d'administration de Sundance a été entièrement renouvelé depuis les décisions de 2006 et 2007, et aucun de ses membres actuels n'a été impliqué dans les négociations avec les Sassou-Nguesso. De plus, la chute des prix des matières premières à partir de 2011 a entraîné Sundance avec elle, mettant aujourd'hui l'entreprise en grande difficulté. Contactée par courriel, la direction de Sundance a annoncé qu'elle a lancé une enquête interne.

David Porter, lui, a gagné son second procès à propos de ses honoraires. Sundance a été condamnée en décembre 2015 à lui verser plus de 3 millions d'euros. Mais il risque de ne jamais toucher cet argent, d'une part parce que Sundance se trouve actuellement en défaut de paiement, et d'autre part parce que la justice australienne pourrait ouvrir une enquête sur la base de ses révélations de corruption. L'Australie sanctionne la corruption à l'étranger avec des peines allant jusqu'à dix ans de prison et une forte amende.

Cette enquête a été réalisée en collaboration avec le groupe de presse australien Fairfax.

Emmanuel Freudenthal (Nairobi)

QUARTZ

qz.com

The US wants to seize “The Wolf of Wall Street” royalties in a huge Malaysian corruption case

[Joon Ian Wong](#)

July 20, 2016



Maybe not the best role model? (Reuters/Paul Hackett)

The American government has filed lawsuits to seize over \$1 billion in assets that it says were looted from 1MDB, a Malaysian sovereign wealth fund at the center of a massive corruption probe that has now reached the inner circle of Malaysian prime minister Najib Razak.

The assets sought by the US Department of Justice read like [a list of playthings for billionaires](#) (pdf), including future royalties from the Oscar-nominated film *The Wolf of Wall Street*, a stake in the record label EMI, a Van Gogh, a Monet, the Park Lane hotel in New York, and an assortment of luxury homes in Beverly Hills, New York, and London.

The [complaint](#) named five individuals, including Riza Aziz, the stepson of Malaysia’s prime minister and the financier behind [The Wolf of Wall Street](#) through his company Red Granite

Pictures, and Low Taek Jho, a longtime friend of Riza's and a [confidant](#) of the prime minister's family.

Najib, who [approved the fund's](#) major transactions, was not named in the suits. But an unnamed source "with direct knowledge of the investigation" [told the Wall Street Journal](#) that an individual labeled in the complaint as "Malaysian official 1" and referred to 32 times in [the filing](#) (pdf) is Najib.

The investigation was conducted by a US Justice Department unit called [the Kleptocracy Asset Recovery Initiative](#), which includes lawyers, FBI, and Homeland Security agents. Loretta Lynch, the US attorney general, said at a press conference today (July 20) that the civil complaint marked the kleptocracy unit's single biggest action since it was founded in 2010.

The case should "make clear to corrupt officials around the world that we will be relentless in our efforts to deny them the proceeds of their crimes," Lynch said.

"Malaysian official 1" is described as "a high-ranking official in the Malaysian government who also held a position of authority in 1MDB." Asked if the unnamed official was, in fact, Najib, Lynch refused to answer directly, saying, "We essentially allege what we need to allege to obtain the legal process we need to obtain. We don't go beyond that."

Lynch said there was no agreement in place with the Malaysian government not to name Najib in the suit. "Malaysia does continue to be an ally of ours, particularly in counter-terrorism efforts," she said.

The suspicious movement of 1MDB funds has triggered investigations in Switzerland, Singapore, and Hong Kong since 2015. In April, a Malaysian parliamentary committee [found \\$4.2 billion](#) in unauthorized transactions at the fund. Riza, Low, and Najib have consistently denied wrongdoing.

Tierra del Fuego

The tax haven at the end of the world

A giant economic experiment at Argentina's southern tip is starting to flag

Jul 16th 2016 | USHUAIA | [From the print edition](#)



EARLY on a Tuesday morning, a team of mainly female workers is assembling mobile phones. Hair covered and hands gloved, they connect chipsets and insert batteries. This could almost be China, the homeland of Huawei, the company which designed these devices. But the plant is 16,000km (10,000 miles) away from Huawei's base, and a long way from almost everywhere else: in the archipelago of Tierra del Fuego, a place where the buzz of productive energy, impressive as it is, has begun to die down.

The assembly line's location in a land of glaciers and tundra reflects a giant exercise in mixing geostrategy with industrial policy. Argentina's half of the main island became a special economic zone in 1972 when the then ruling junta decided to populate it, hoping to keep Chile's military ambitions at bay. To lure people to this wild corner of the Earth, it exempted firms and residents from most taxes.

As a bid to turn a remote place into a hive of manufacturing, the industrialisation of Tierra del Fuego recalls the towns planted by Soviet planners in Siberia. But a closer parallel is with Manaus, the steamy, inaccessible city on the Amazon where Brazil's generals, in a similar use-it-

or-lose-it spirit, created a free economic area in 1967. Both South American zones have become bases for consumer electronics; Manaus also makes almost all Brazil's motorcycles. In both cases, tax breaks go with protectionism; a minimum of parts and accessories must be made domestically.

However boldly planners set out to defy geography, the effort usually peters out in the end. But with Tierra del Fuego, it is not for lack of trying. The place did draw people; its population rose 11-fold between 1970 and 2015 to about 150,000. That marks a rise of about a fifth since 2009, when Cristina Fernández de Kirchner, Argentina's former president, blocked foreign electronic goods by raising sales and import taxes. Since then international brands have had to use local makers like Grupo Newsan, the owner of that phone-making line, to reach Argentine users. Newsan's six plants in Tierra del Fuego also put together TV sets, computers and air-conditioning units. Phone kits come in up to 40 pieces. Once assembled, they are officially Argentine and escape import tax. Between 2009 and 2015 output in the province's electronics plants tripled and employment surged. Newsan is the main private employer: in 2015 it was responsible for 5,000 jobs.



But this year demand for its wares has cooled as Mauricio Macri, Argentina's president since December, brings a dose of realism to a land where his predecessor gave a sham sense of economic security. Consumption has fallen, as high interest rates are used to curb inflation of around 42% a year. The country's dip into recession is felt in Ushuaia. In late 2015 Newsan was turning out 500,000 phones a month; in the first six months of 2016 it was half that rate, and 400 jobs were shed.

Ushuaia's dowdy state does not help the mood. Drab buildings are in ugly contrast to the snow-capped peaks. In the provincial governor's office, corridors are grubby and the ceiling needs repair. Gloomy islanders see many threats. Managers fear Mr Macri will open the electronics market to imports. A government vow to avoid "indiscriminate" liberalisation did not reassure

them. In 2023 the province's status as a special economic zone will expire, and it may not be renewed.

Without it, Tierra del Fuego's electronics firms would struggle much harder. In order to find staff, they already pay around three times the Buenos Aires wage. Isolation costs a lot. Because Tierra del Fuego lacks a good port, about 90% of foreign inputs are shipped to Buenos Aires before being loaded up for a four-day road trip south. Once products are assembled, they trundle back. This makes them crazily expensive. It can be cheaper to fly to New York and buy a phone than to get the same device in Buenos Aires.

The island's public sector, too, is hard to sustain. Some 98% of the provincial budget goes on employment costs. Under a "law of 25 winters", state workers can retire after 25 years on very generous terms; some stop work at 42 on a pension of up to 210,000 pesos (\$14,000) a month. The head of the local teachers' union, Horacio Catena, calls these advantages fair return for "the cold, the wind, the storms, the isolation". But they seem unsustainable. When Rosana Bertone, the province's governor, took office in December, pensioners had not been paid for three months.

On January 8th she raised the retirement age to 60 and put a levy of up to 4.5% on public-sector wages and pensions to plug the gap.irate citizens blocked the road to the mainland for ten days and erected a camp outside government house, keeping Ms Bertone from her office. Striking teachers sent 35,000 pupils out of class for up to two months. On May 31st police burned the camp and dispersed the protesters. They remain defiant, but so is Ms Bertone. "This is not a fantasy island," she says.

With a fiscal deficit of 5.8% of GDP in 2015, the national government can ill afford a status quo which means the treasury forgos 23.5 billion pesos a year (0.5% of GDP) in tax receipts. And the place lost strategic importance after Argentina made peace with Chile in 1984.

So far the government has revealed no plans for the archipelago. That frustrates local firms; they want the authorities to find new ways to make them competitive, for example by expanding the port.

Some also want the province to imitate Manaus and move beyond consumer devices, perhaps into automotive electronics. But more hope may lie in bolder change. Ms Bertone would like to tilt the economy towards tourism, timber and hydrocarbons, which abound in the sea. Ushuaia could thrive as a base for Antarctic tours. "Our geographical position is privileged," insists the governor, who calls herself a "natural optimist". It will take clear thinking as well as an upbeat spirit to sustain that mood.

From the print edition: The Americas

Dopage : Ioulia et Vitaly Stepanov, lanceurs d'alerte olympique

LE MONDE | 02.06.2016 à 17h44 • Mis à jour le 15.08.2016 à 20h01 | Par [Clément Guillou](#)

Le programme des époux Stepanov se répète chaque jour, invariablement, dans cette petite ville américaine qui restera anonyme. Amener Robert, 2 ans, à la garderie. Se rendre au stade pour s'entraîner, tous les deux. Rentrer à la maison, cuisiner, répondre aux innombrables mails pour Vitali. S'entraîner à nouveau. Massage. Cours d'anglais pour Ioulia. Récupérer le petit. Dîner. Recommencer. Contacts humains minimaux, sinon par Skype : les demandes de journalistes se multiplient à l'approche de la décision.

Le 17 juin, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) statuera sur les sorts respectifs de l'équipe de Russie et de Ioulia Stepanova, athlète et lanceuse d'alerte. Elle se fondera, affirme-t-on à la fédération, sur les recommandations d'une commission indépendante. Une occasion, la dernière peut-être, de ripoliner sa réputation, de sauver l'honneur perdu dans les tourments de l'affaire de corruption et de chantage impliquant plusieurs de ses anciens dirigeants et de grandes nations de l'athlétisme. Pour laver l'affront, l'IAAF doit écarter la Russie des Jeux olympiques et obtenir du Comité international olympique (CIO) que Ioulia Stepanova participe aux JO, sous le drapeau russe ou olympique. Le fera-t-elle ?

C'est l'espoir auquel s'accrochent les époux Stepanov. Ils se sont rencontrés lors d'une compétition d'athlétisme, en 2009. Lui contrôle les sportifs. Elle est sur la piste. Lui chasse les tricheurs. Elle se dope. Coup de foudre.

Leur vie a basculé à l'automne 2014, quelques jours avant la diffusion d'un documentaire sur la chaîne allemande ARD qui prouve, grâce à leurs infiltrations auprès de médecins, d'entraîneurs et d'athlètes, les sales dessous de l'athlétisme russe. A eux deux, et avec le journaliste Hajo Seppelt, ils font tomber la deuxième puissance mondiale du sport roi des Jeux olympiques, déclenchent un tsunami qui renversera le système de corruption régnant au sommet de la fédération internationale, et mettent en évidence des failles béantes dans le système instauré par l'Agence mondiale antidopage (AMA) pour surveiller l'efficacité de la lutte contre le dopage.

Leur récompense ? Ioulia, qui a purgé sa suspension pour dopage, ne peut plus courir et n'a plus de revenus ; Vitali a perdu son travail ; ils ont dû quitter leur pays et déménager plusieurs fois en un an. D'abord en Allemagne, puis aux Etats-Unis.



« Nous préférons ne pas divulguer notre situation géographique. On ne se prend pas trop la tête non plus, mais on reste prudents », dit Vitali Stepanov au Monde, derrière la caméra de l'ordinateur portable posé dans sa cuisine. « Nous parlons à nos parents par Skype, de temps à autre. Nous aimons notre pays mais il est dirigé par des personnes corrompues. Du coup, c'est triste à dire, mais la Russie ne nous manque pas. »

Le couple vit sans garde du corps, dans une ville où personne ou presque ne sait quels risques ils ont pris. Ils auraient pourtant de quoi s'inquiéter. Ioulia Stepanova continue d'être traînée dans la boue par les responsables du sport russe et la classe politique. Or, deux anciens dirigeants de l'agence antidopage russe, Rusada, sont morts au début de l'année dans des circonstances mystérieuses. L'un d'entre eux au moins envisageait d'écrire un livre de révélations.

La spécialiste du 800 mètres n'a pas trouvé de partenaires d'entraînement aux Etats-Unis, ni d'entraîneur acceptant de la prendre en charge. Elle établit ses propres plans d'entraînement et Vitali se charge de les appliquer. *« Les installations sont bonnes mais les gens, de manière générale, restent à bonne distance de nous, observe l'entraîneur improvisé. Nous avons approché des entraîneurs et ils n'étaient pas intéressés, mais nous comprenons les refus. [Ioulia] ne peut pas changer son passé. »*

Ioulia Stepanova assure aujourd'hui s'entraîner sans produits. Mais, comble de l'absurde, elle subit depuis cet hiver la suspension des athlètes russes qu'elle a elle-même provoquée. L'an dernier, elle a disputé discrètement quelques meetings, réalisant à Regensburg (Allemagne) un temps de 2 minutes et 1 seconde sur 800 mètres, un résultat suffisant pour se présenter aux Jeux olympiques.

« PEUT-ETRE QU'EN PUBLIC DES DIRIGEANTS DISENT SOUTENIR IOULIA, MAIS LA REALITE DU MOMENT EST QU'ELLE EST SUSPENDUE ET NE PEUT PAS COURIR, ALORS QUE LA SAISON A DEBUTE. CELA DEVIENT DIFFICILE POUR ELLE DE RESTER MOTIVÉE. »

Mais sous quel drapeau ? La Russie, espère-t-elle, ne sera pas à Rio, et si cela était le cas, Ioulia Stepanova ne serait évidemment jamais sélectionnée. Un autre pays ? *« Il n'y a pas eu*

une seule marque d'intérêt et le processus prend de toute façon quelques années. » Le drapeau olympique, aux côtés des athlètes réfugiés de guerre ? L'IAAF et l'AMA se sont, tardivement, dits favorables à cette solution, mais la fédération d'athlétisme ne donnera un avis définitif que le 17 juin. Il faudrait ensuite convaincre le CIO, auquel cas la question deviendrait éminemment politique. La proximité entre Thomas Bach, président du CIO, et Vladimir Poutine ne permet pas d'augurer la présence à Rio de celle que les médias moscovites qualifient de « Judas du sport russe ».

Dans les deux mois à venir, la fédération internationale et le comité olympique auront un risque à prendre : qualifier Ioulia Stepanova pour les Jeux sans qu'elle réintègre l'équipe d'athlétisme de Russie, et ainsi humilier Vladimir Poutine, le chef d'Etat le plus influent du sport mondial.

« Je n'y crois pas du tout, confie Vitali Stepanov. La longueur du processus à l'IAAF n'incite pas à être confiant et me fait dire que les dirigeants du sport mondial ne veulent pas de lanceurs d'alerte. Personne ne nous a laissé entendre que la décision serait favorable. Peut-être qu'en public des dirigeants disent soutenir Ioulia, mais la réalité du moment est qu'elle est suspendue et ne peut pas courir, alors que la saison a débuté. Cela devient difficile pour elle de rester motivée. »

« Aujourd'hui, je sais que je ne prends rien, mais j'arrive à atteindre de très bonnes performances », dit Ioulia Stepanova dans le documentaire *Plus vite, plus haut, plus dopés*, diffusé mardi 7 juin à 20 h 55, sur Arte, en partenariat avec *Le Monde*. *« Je comprends que c'est moi qui cours et non les stéroïdes. D'une certaine manière, c'est beaucoup plus facile pour moi, parce que lorsque je me dopais, j'avais toujours peur d'être contrôlée positive, et j'avais aussi peur que les produits ne fassent plus effet, car j'arrêtais quelque temps avant la compétition. »*

Le documentariste Xavier Deleu a rencontré le couple à plusieurs reprises, en mars 2015 puis cet hiver. La vision de cette famille désœuvrée, coupée de ses proches, de son pays et de sa passion, est infamante pour les instances. L'IAAF les a abandonnés ; le CIO les a ignorés ; l'AMA tente tant bien que mal, avec retard, de corriger son attitude passée.



Le nouveau président de l'IAAF, l'ancien champion olympique du 800 mètres Sebastian Coe, a attendu cinq mois après sa prise de fonctions pour remercier les Stepanov de leur courage.

Par courrier. Il a écrit en janvier qu'il les rencontrerait lorsque l'enquête de la police française sur les malversations au sommet de l'IAAF serait achevée. Ce qui devrait le dispenser de visite quelques mois encore.

« On n'a pas fait ça pour être remerciés, nous dit Vitali Stepanov. Mais si j'étais le dirigeant d'une fédération internationale et que j'étais vraiment intéressé par l'aspect éthique du sport, s'il m'importait que les athlètes soient propres, j'aurais sans doute souhaité rencontrer les lanceurs d'alerte, leur parler, simplement, et juger par moi-même s'ils sont honnêtes ou non, quelles sont vraiment leurs intentions. Cela dit, d'une manière générale, je vois bien qu'il y a dans ce milieu, d'un côté, des personnes qui pèsent lourd, et nous, de l'autre côté, avec ma femme, les petites gens. »

Depuis la diffusion du documentaire d'ARD, le président de l'AMA, Sir Craig Reedie, a semblé avoir plus d'égards pour la Russie que pour le couple Stepanov. Il n'a jamais communiqué avec eux même si, en mars, il les a remerciés publiquement pour leur « contribution » et a rappelé que des membres de la direction de l'agence étaient en contact avec eux avant même la mise sur pied de l'enquête indépendante sur le dopage en Russie. Ce n'est que lors du comité exécutif de l'AMA, début mai, que Vitali Stepanov s'est exprimé devant lui par écran interposé, pour l'aider à améliorer le dispositif de lanceurs d'alerte.

« Lutte interne, à l'AMA »

« De manière générale ils nous ont soutenus », estime Stepanov. « Mais on a constaté aussi qu'à l'intérieur de l'AMA des gens semblaient n'avoir pas intérêt à lutter contre le dopage, et que ces gens-là étaient aux commandes, ajoute-t-il, désignant sans le dire Craig Reedie. Il semble qu'il y ait une lutte interne, à l'AMA, entre ceux qui veulent agir et d'autres qui préfèrent fermer les yeux. Les JO sont dans deux mois, et certains à l'AMA aimeraient que l'on se taise pour que tout se passe bien. »

L'AMA a néanmoins facilité leur relogement aux Etats-Unis, fin 2015, et devait trouver un travail à l'ancien contrôleur antidopage. Une piste tombée à l'eau. Les Stepanov, privés de revenus, ont reçu de nombreuses propositions d'aides financières de particuliers suisses ou allemands, touchés par leur situation. Ils n'en ont accepté qu'une, celle d'un Suisse, qui paye la garderie de Robert.

« Je ne vois pas quelles améliorations ont été faites, depuis notre affaire, en faveur des lanceurs d'alerte, juge Stepanov. Si vous voulez que quelque chose sorte, de nos jours, il faut pouvoir parler. Aujourd'hui, les athlètes n'ont absolument aucun intérêt à dire la vérité, Ioulia en est la preuve. »

- **Clément Guillou**
Journaliste au Monde



Conflit d'intérêts

06 septembre 2016 12:57; Act: 06.09.2016 15:29

Affaire Barroso: Juncker doit clarifier les choses

La médiatrice de l'UE a écrit au président de la Commission, Jean-Claude Juncker, pour obtenir des clarifications sur l'embauche de son prédécesseur par Goldman Sachs.



Juncker a succédé à Barroso en novembre 2014. (photo: AFP/Peter Muhly)

«La nomination, que la Commission estime être en conformité avec le code de conduite, soulève des interrogations quant à la pertinence du code en lui-même», observe Emily O'Reilly, dans une lettre datée de lundi et publiée mardi sur le site du médiateur, chargé d'étudier les plaintes à l'encontre des institutions de l'UE . «Il n'est pas suffisant de dire qu'aucune règle n'a été enfreinte, il faut considérer l'esprit et l'intention que sous-entend l'article en question du traité et modifier le code pour refléter cela précisément», ajoute-t-elle.

[La nomination de José Manuel Barroso comme conseiller sur le Brexit par Goldman Sachs en juillet](#) a déclenché une polémique en Europe. La Commission a toutefois estimé qu'aucune règle n'avait été transgressée, rappelant simplement qu'il restait tenu au «secret professionnel»

en tant qu'ancien président de l'exécutif bruxellois. Le code de bonne conduite signé par les commissaires prévoit en effet une période de «refroidissement» de 18 mois à l'issue de leur mandat, durant laquelle ils doivent demander une autorisation à leur ancien employeur pour rejoindre un groupe privé. Mais celle-ci ne s'applique pas à M. Barroso qui a quitté ses fonctions en novembre 2014.

Une approche «au cas par cas»

Outre des réactions outrées notamment en France au sein du gouvernement de gauche ou encore du Portugal d'où l'ancien commissaire est originaire, la nomination de M. Barroso a suscité l'inquiétude de plusieurs eurodéputés et une pétition du personnel de l'UE. Emily O'Reilly juge ces préoccupations «compréhensibles», «étant donné l'importance de son ancienne fonction et la puissance, l'influence mondiale et l'histoire de la banque à laquelle il est désormais lié».

La médiatrice fait trois demandes à la Commission: expliquer les mesures prises pour vérifier la conformité de la nomination aux obligations éthiques, indiquer si elle a ou va demander l'avis du comité d'éthique ad hoc et préciser si elle envisage une réforme du code de conduite des commissaires. Mme O'Reilly suggère à l'exécutif européen d'opter pour une approche «au cas par cas» plutôt que selon le respect d'une période inflexible de 18 mois qui rend la Commission «moins susceptible d'enquêter sur les problèmes plus larges d'intégrité». «Si cette nouvelle approche proposée pourrait se révéler une procédure plus compliquée, elle éviterait des dégâts potentiels en matière de réputation causés par des cas comme celui-ci», estime-t-elle.

(L'essentiel/AFP)

Fiscalité : les 13 milliards d'Apple, un coup d'épée dans l'eau ?

Par [Florence Autret, à Bruxelles](#) | 07/09/2016, 7:53 | 1386 mots



La tranquille assurance de Margrethe Vestager, connue pour sortir parfois son tricot pendant les réunions, ne trompe toutefois personne, surtout pas elle. Depuis presque 20 ans que le G20 et l'OCDE ont annoncé une croisade contre la « planification fiscale agressive » des multinationales, les progrès sont ténus. Le taux effectif d'imposition des entreprises planétaires n'a jamais cessé de baisser. (Crédits : Reuters)

L'obligation faite à Apple par la commissaire européenne à la Concurrence de rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande montre que l'Union peut agir pour mettre un terme à une pratique fiscale pour le moins généreuse pour les multinationales. Mais pour que cela ne reste pas qu'un exemple, comme le montre le cas d'Amazon, il faudra que les administrations fiscales des pays européens collaborent réellement et que les Etats-Unis fassent évoluer leur législation.

Margrethe Vestager ne figure pas sur les photos du G20 de Hangzhou qui s'est achevé le 5 septembre sur la promesse d'établir une liste mondiale des paradis fiscaux. Pourtant, elle y avait sa place, au moins dans les têtes des grands de ce monde, où persistait le souvenir tout frais de la commissaire à la Concurrence, le 30 août, à Bruxelles, dans une robe gris bleu parfaitement assortie à ses yeux, le sourire aux lèvres et les épaules un peu tombantes, annonçant face à un mur de photographes la décision symboliquement et financièrement la plus lourde qu'une autorité européenne ait jamais prononcée à l'égard d'une multinationale américaine : l'"illégalité" des accords fiscaux passés entre Apple et l'Irlande. Ils avaient « artificiellement réduit la charge fiscale d'Apple pendant plus de deux décennies ». Apple devait à présent « rembourser ces bénéficiaires pour un montant allant jusqu'à 13 milliards d'euros plus les intérêts ». Dont acte.

"Politique pourrie"

Le patron d'Apple, Tim Cook, pouvait toujours bouillir de rage et parler de « *politique pourrie* », le gouvernement irlandais, qui se serait bien passé de devoir présenter une telle facture à l'un de ses meilleurs clients, hésitait entre la colère et la honte d'avoir permis au géant américain d'abaisser son taux d'imposition des bénéficiaires à 0,005%. Margrethe Vestager avait fait mouche.

Mais la tranquille assurance de l'ancienne ministre des Finances danoise, connue pour sortir parfois son tricot pendant les réunions, ne trompe toutefois personne, surtout pas elle. Depuis presque 20 ans que le G20 et l'OCDE ont annoncé une croisade contre la « *planification fiscale agressive* » des multinationales, les progrès sont ténus. Le taux effectif d'imposition des entreprises planétaires n'a jamais cessé de baisser. Les pertes fiscales pour les Etats de la planète atteindraient 100 à 240 milliards de dollars, selon l'OCDE. Une estimation basse. L'administration Obama, qui a tenté en vain de rapatrier une partie des sommes colossales que les multinationales américaines logent dans des paradis fiscaux en leur promettant d'appliquer une taxe libératoire de 14% (au lieu de 35%), espérait faire rentrer 238 milliards de dollars dans les caisses du budget fédéral correspondant à environ 1700 milliards. Le Congrès n'en a pas voulu.

Les géants mondiaux s'adaptent

Au fur et à mesure que les dirigeants publics multiplient initiatives et déclarations, les géants mondiaux s'adaptent, jouant, comme jamais, de la concurrence fiscale entre Etats et de l'ambivalence de leurs dirigeants. Dénouer l'écheveau de montages fiscaux protégés par le goût du secret des administrations fiscales prend des années, quand il suffit de quelques actes notariés pour faire disparaître une société, en changeant les actionnaires.

Exemple : Amazon et ses arrangements avec le Luxembourg, un des deux autres cas, avec McDonald's, sur lequel est encore attendue Margrethe Vestager. Comme Apple, Starbucks, Google et Fiat, elle l'a trouvé sur son bureau en arrivant à Bruxelles. Le 7 octobre 2014, son prédécesseur, Joachim Almunia, sur le départ, signe la lettre que les limiers de la « DG Comp » lui proposent d'adresser au ministre des Finances luxembourgeois Jean Asselborn. Sur 25 pages s'étalent les détails d'un montage juridique qui permet le transfert de la quasi-intégralité des bénéfices réalisés par les filiales européennes réunies sous le chapeau d'Amazon EU sarl vers Amazon Europe Technologies Holding constituée sous la forme d'une société en commandite simple (SCS).

Le Delaware et sa générosité fiscale

Cette forme juridique la rend « transparente » au regard du fisc luxembourgeois. Autrement dit, l'intégralité de ses bénéfices remonte, non taxé, à ses deux « *associés solidaires* », implantés à mi-chemin entre Philadelphie et Washington, dans le Delaware. Un Etat connu, outre pour sa réticence à abolir l'esclavage, pour sa générosité fiscale : il compte autant de sièges d'entreprises que d'habitants, environ un million. Grâce à ce montage et à ses accords fiscaux avec le grand Duché, Amazon ne paye pratiquement pas d'impôts ni au Luxembourg, ni ailleurs en Europe alors qu'il réalisait en 2013 environ 40% de ses 74 milliards de dollars de chiffre d'affaires hors des Etats-Unis, principalement en Europe.

Les juristes de la Commission soupçonnent d'illégalité le transfert vers la SCS et déplore de n'avoir jamais réussi à s'en faire communiquer la méthodologie dont l'administration luxembourgeoise lui assure qu'elle était détaillée dans une note... qu'elle ne lui a pas communiquée. Le calcul de la « redevance » pour droit de propriété intellectuelle qui serait à son fondement ne respecterait pas les règles de l'OCDE sur les prix de transfert.

Amazon s'est adapté

CERTIFICAT DE RADIATION

Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l.

5, rue Plaetis
L - 2338 Luxembourg

Numéro d'immatriculation : **B101270**

Il est certifié que l'immatriculation prise au registre de commerce et des sociétés référencée ci-dessus a été rayée le 14/06/2016.

Date de cessation de l'activité
11/06/2016

Motif de la radiation
Fusion / Scission

Luxembourg, le 05/09/2016

Pour le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés ⁽¹⁾



Aujourd'hui, deux ans après l'envoi de cette lettre, trois ans et demi après sa première demande d'information, l'autorité européenne de la Concurrence n'a pas encore rendu sa décision. Amazon, en revanche, s'est adapté. Dans la base de données publiques du registre du commerce luxembourgeois que nous avons consultée en ligne, est enregistré un certificat de radiation de Amazon Europe Holding Technologies (*voir ci-dessus*), daté du 14 juin 2016. Amazon EU sarl bénéficie, elle, d'une « exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés » qui lui permet de faire enregistrer en guise de comptes annuels ceux de « sa société mère ultime, Amazone.com, Inc » (sic), selon un autre document daté du 27 avril.

Où arrivent désormais les bénéfices réalisés par Amazon en Europe ? La nouvelle organisation s'est-elle accompagnée de nouveaux accords fiscaux avec l'administration

luxembourgeoise ou avec celles d'autres pays européens ? On le saura peut-être dans cinq ou six ans, si la Commission décide d'ouvrir une nouvelle enquête, à moins que...

Tant que les administrations fiscales n'agissent pas de concert

A moins que les administrations fiscales européennes ne mettent en pratique ce que prônent leurs dirigeants politiques : faire payer aux multinationales leurs impôts là où elles réalisent leurs bénéfices effectifs. Ils en ont, plus qu'avant, les moyens. Ces derniers mois, les Vingt-Huit se sont mis d'accord pour se communiquer entre eux les *tax rulings* qu'ils passent avec les multinationales... tout en limitant l'accès que la Commission européenne peut y avoir. Ils ont aussi transposé en droit européen certaines recommandations de l'OCDE contre les pratiques agressives, comme les prix de transfert. Cette année, Michel Sapin, le ministre de l'Economie et des Finances français, a annoncé le recouvrement de plus de 2 milliards d'euros d'impôts sur les sociétés grâce à ses enquêtes sur les prix de transfert des multinationales.

Mais tant que les administrations n'agissent pas de concert, les multinationales pourront continuer à faire s'évaporer leurs bénéfices, faire les choux gras de leurs actionnaires et couvrir les dépenses de recherche et de marketing de leurs sièges américains... avec les impôts qu'elles auraient dû payer en Europe... ou aux Etats-Unis. Le vote, en 2004, par le Congrès américain, d'une amnistie fiscale des profits offshore des groupes américains rapatriés (contre une taxation de 5,25%) coïncide avec une vague de renégociation des *rulings* en Europe. De là à penser que l'Union européenne est un peu le Delaware 2.0 des multinationales américaines, il n'y a qu'un pas.

"Une taxation juste est essentielle"

A Hangzhou, en Chine, Jean-Claude Juncker a salué au sujet d'Apple une « *décision historique* »... avant de répéter presque mot pour mot ce qu'il avait dit lors de son premier discours sur l'état de l'Union en 2015 : « *Une taxation juste est essentielle si nous voulons restaurer la confiance de nos citoyens dans l'économie mondiale* ». Il parle d'or. Son pays n'en a pas moins cherché à priver l'autorité européenne de la concurrence d'informations essentielles... à l'époque où il le dirigeait, comme le lui reproche l'eurodéputé Eva Joly dans son récent pamphlet « *Le loup dans la bergerie* » (*).

D'ici à ce que le G20 tienne effectivement sa promesse de construire un « *système fiscal international mondialement juste et moderne* », comme l'indique le communiqué de Hangzhou, Margrethe Vestager devrait avoir largement le temps de s'exercer au détricotage de l'actuel imbroglio fiscal mondial... tout en nouant les mailles de quelques autres de ces poupées en forme d'éléphant qu'elle affectionne.

(*) Editions les Arènes, 2016

Face aux accusations, l'ancien président brésilien Lula contre-attaque

LE MONDE | 15.09.2016 à 23h32 • Mis à jour le 16.09.2016 à 09h56 | Par [Claire Gatinois](#) (Sao Paulo, correspondante)



Il y eut des rires, de la sueur et des larmes, jeudi 15 septembre. Au lendemain des graves accusations portées par le parquet, faisant de lui le « *commandant suprême* » d'un schéma de corruption tentaculaire impliquant le groupe pétrolier Petrobras et des géants du bâtiment et des travaux publics (TP), Luiz Inacio Lula da Silva a convoqué la presse à Sao Paulo pour faire entendre sa version. Acclamé par la foule au cri de « *Lula guerreiro do povo brasileiro* » (« Lula guerrier du peuple brésilien »), l'ex-métallo ne s'est pas présenté comme l'ancien président (2003-2010) mais comme un « *citoyen indigné* ».

Lire aussi : [Petrobras : Lula accusé d'être le « chef suprême » du réseau de corruption](#)

Un homme à « *la conscience tranquille* », révolté contre les méthodes de la justice qui, obéissant, selon lui, à une élite conservatrice, chercherait une nouvelle fois à le faire disparaître du paysage politique. Lula et plus largement le Parti des travailleurs (PT, gauche). Le cœur au bord des larmes, le septuagénaire, père, grand-père et bientôt arrière-grand-père, a presque supplié les procureurs de tenir ses proches à l'écart de la tempête. « *S'il vous plaît,*

respectez ma famille. » Luiz Inacio Lula da Silva et sa femme, Marisa Leticia, sont suspectés d'avoir bénéficié de 3,7 millions de reais (1 million d'euros) d'argent sale issu de pots-de-vin versé par l'entreprise de BTP OAS, par l'intermédiaire d'un triplex dans la station balnéaire de Guarujá, dans l'Etat de Sao Paulo. OAS est l'un des protagonistes du scandale de corruption lié à Petrobras mis au jour par l'opération « Lava-Jato »

« On a retiré le tapis qui cachait la corruption »

Pour sa [défense](#), Lula le tribun a utilisé son meilleur argument : son passé. Celui d'un homme parti de rien, d'un enfant du Nordeste qui n'a pas toujours mangé à sa faim, d'un syndicaliste qui s'est battu pour la classe ouvrière jusqu'à [monter](#) sur la première marche du [pouvoir](#) afin de [défendre](#) les humbles et les moins que rien. Celui qui a redonné de la fierté aux pauvres, aux employés domestiques. Celui qui a considéré les dépenses d'éducation comme un investissement et non comme un coût, mais aussi celui qui a, dit-il, « *respecté les institutions* », permettant la mise en place de la loi sur la transparence : « *On a retiré le tapis qui cachait la corruption.* »

Essuyant tantôt un front humide tantôt des yeux rougis, Luiz Inacio Lula da Silva a déroulé la thèse d'une accusation montée de toutes pièces pour en [finir](#) avec ce Parti des travailleurs qui incommoderait la bourgeoisie. « *Un mensonge* » auquel on tenterait de [donner](#) des allures de vérité. Et la suite logique, à ses yeux, de la destitution, le 31 août, de la présidente (PT) Dilma Rousseff, après des accusations de manipulation comptable. Une destitution présentée par Luiz Inacio Lula da Silva comme un « *coup d'Etat tranquille, pacifique* ».

Lire aussi : [Dilma Rousseff : « Les protagonistes de cette destitution sont l'oligarchie brésilienne »](#)

Lula, candidat à la présidentielle de 2018 ?

Entouré de caciques du PT, tels le président du parti, Rui Falcão, le maire de Sao Paulo, Fernando Haddad, ou l'ancien sénateur Eduardo Suplicy, l'ancien président a promis de se [battre](#). Laissant entendre sa candidature à l'élection présidentielle de 2018, Lula, qui se décrit comme juste un peu moins populaire que Jésus Christ au Brésil, se donne encore vingt ans de vie pour [parvenir](#) à faire du [Brésil](#) « *le pays dont il rêve* ».

Les larmes et l'auréole présidentielle de Lula ne suffiront sans doute pas à [convaincre](#) les juges. A [écouter](#) le procureur Deltan Dallagnol, les indices s'accumulent et se recourent contre l'ancien président. Pis, le « *petrolao* » comme est parfois désigné ce scandale, serait la suite du « *mensalao* », une autre affaire qui a mis à mal le PT en 2005, consistant à [acheter](#) les voix du congrès. Pour le procureur, l'objectif visé est identique : [maintenir](#) le PT au pouvoir en monnayant des alliances. S'y ajoute – désormais – un autre méfait, l'enrichissement personnel.

Lire aussi : [Au Brésil, la descente aux enfers du Parti des travailleurs](#)

Mais si les soupçons frôlent dangereusement la figure la plus charismatique du PT, les preuves continuent de faire défaut. La présentation de M. Dallagnol et de son équipe a frappé les esprits en employant des mots accusatoires érigeant Luiz Inacio Lula da Silva en « *grand général* » ou en « *chef d'orchestre* » d'une opération « *criminelle* », mais il n'y eut guère de faits nouveaux. « *Reste le sentiment que sans parvenir à [présenter](#) des preuves plus robustes* »

contre Lula, le ministère public [équivalent du parquet français] tente de combler ses lacunes par la rhétorique », écrivait jeudi l'éditorial du quotidien *Folha de Sao Paulo*.

« *Apportez des preuves, et j'irai à pied au commissariat !* », a lâché l'ancien président, bravache. Cristiano Zanin, son avocat, a annoncé jeudi une action devant le conseil national du ministère public, reprochant aux procureurs d'avoir outrepassé leur fonction en lançant des accusations au mépris de la présomption d'innocence.

-  [Claire Gatinois](#) (Sao Paulo, correspondante)
Journaliste au Monde

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/09/15/face-aux-accusations-l-ancien-president-bresilien-lula-contre-attaque_4998481_3222.html#ZKs0QF2XXAlfOXOU.99